



Gouvernement de Transition de la République d'Haïti

CEP : Conseil Électoral Provisoire – Haïti

MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti

OEA : Organisation des Etats Américains

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

Projet d'appui à l'Organisation des Elections Locales, Législatives et Présidentielles en Haïti

«Révision Mai 2005»

Résumé succinct de la Révision du Budget:

Le document de projet signé le 10 janvier 2005 soulignait que certaines composantes du budget représentaient des chiffres provisoires, ceci en attendant la finalisation de la Loi Electorale, du calendrier des opérations et de l'inventaire des infrastructures disponibles. En plus, plusieurs composantes (dont «Sécurité» et «Education Civique») restaient à être budgétisées avec plus de détails.

Ce budget initial était basé sur les conclusions d'une première mission préparatoire de formulation du calendrier électoral et d'évaluation des besoins budgétaires en Septembre 2004.

Plusieurs missions supplémentaires ont eu lieu depuis, dans le but de clarifier – et ceci avec des calculs plus documentés et détaillés – les besoins financiers, aussi bien pour l'enregistrement que pour les élections.

Finalement, début Mai 2005, un budget à jour et détaillé a pu être finalisé en consultation entre tous les partenaires, portant les besoins du 'projet Elections' à US \$60.7 millions. En plus, le montant des contributions fermes a augmenté depuis le 10 janvier à US \$38,6 millions, suite aux contributions du Gouvernement d'Haïti et de l'Union Européenne. Compte tenu du fait que les fonds de l'Union Européenne seront disponibles en juin 2005 et que les besoins en trésorerie pour les élections sont immédiats, par la signature de ce document, le PNUD avance des fonds équivalents à US \$12,380,000 qui lui seront restitués par l'Union Européenne.

Cet ajustement de budget et des contributions fermes font l'objet de la présente révision.

Au-delà de la mise-à-jour du budget nécessaire ainsi que des fonds déjà confirmés, cette révision reprend le descriptif des éléments essentiels du 'projet Elections', tel que contenu dans le document initial signé le 10 janvier 2005.

En plus, et en particulier dans l'Annexe A « Budget Estimates for the 2005 Municipal, Legislative and Presidential Elections » cette révision apporte également, suite à la demande de plusieurs partenaires, une clarification détaillée en terme de (a) stratégie; (b) coordination; (c) rôle des partenaires; (d) priorités; (e) résultats déjà obtenus et (f) risques.

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'HAITI
DOCUMENT DE PROJET**

Code du Projet: **00042135**

Titre court du Projet: **Projet Elections**

Titre long du Projet : **Projet d'appui à l'Organisation des Elections Locales, Législatives et Présidentielles en Haïti**

Date estimée de lancement: **Décembre 2004**

Date estimée de clôture: **Mars 2006**

Modalité d'exécution : **DEX**

Institutions de coopération:
CEP, MINUSTAH, OEA, UNOPS




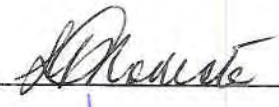
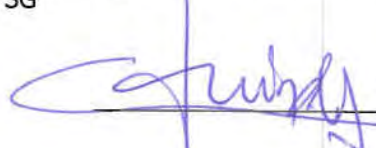
Site du Projet : **HAITI**

Partage des Coûts, Contribution du PNUD, et Financement Parallèle		
	Fonds disponibles	Fonds Planifiés
a) Partage de Coûts		
Gouvernement	2,900,000	2,900,000
Canada	13,809,756	13,809,756
Union Européenne	*12,380,000	12,380,000
Contributions attendues		22,056,155
b) Contribution PNUD	400,000	400,000
Sous-Total	29,489,756	51,545,911
c) Financement parallèle Projet PNUD/USA/OEA		
	9,194,424	9,194,424
Budget Total	38,684,180	60,740,335

Budget Initial	22,433,000	44,300,000
Budget Actuel	38,684,180	60,740,335
Augmentation	16,251,180	16,440,335

Projet Elections	29,489,756	51,545,911
Financement Parallèle	9,194,424	9,194,424
Projet Elections PNUD/USA/OEA		
Budget Total	38,684,180	60,740,335

* Fonds avancés par le PNUD

	Nom et Titre	Signature	Date
Pour le Gouvernement:	Gérard Latortue Premier Ministre		2 MAY 2005
Pour le CEP :	Max Mathurin Président a.i.		12 MAY 2005
Pour la MINUSTAH :	Amb. Juan Gabriel Valdes Représentant Spécial du SG		2 MAY 2005
Pour l'OEA :	Amb. Denneth Modeste Représentant Spécial du SG		12 MAY 2005
Pour le PNUD:	Adama Guindo Représentant Résident		12 MAY 2005



Tables des Matières

Partie I : Analyse de la situation

- A. Contexte
- B. Organisation des élections et besoins
- C. Bénéficiaires
- D. Contexte de l'appui PNUD/MINUSTAH

Partie II : Stratégie

- A. Divisions des responsabilités entre les partenaires internationaux
- B. Montage financier
- C. Aspects transversaux
- D. Chronologie de réalisation des opérations électorales

Partie III : Axes prioritaires et résultats escomptés

- A. Axes prioritaires
- B. Remarques sur le projet
- C. Résultats et objectifs

Partie IV : Cadre des résultats

Partie V : Arrangements de gestion

- A. Structure de gestion
- B. Suivi et évaluation

Partie VI : Risques

Parties VII : Cadre juridique

Partie VIII : Budget et Cadre logique

Partie IX : Résumé du Budget et le Budget de l'Unité Technique

Annexes :

- Annexe A : Concept Opérationnel – Budget Estimatif des Elections de 2005
- Annexe B : MoU MINUSTAH-OEA
- Annexe C : Cadre de Coopération Globale PNUD-DPA-EAD
- Annexe D : Résolution 1542 du Conseil de Sécurité
- Annexe E : Organigramme des Partenaires
- Annexe F : Termes de Référence du Personnel de l'Unité de Gestion de Projet
- Annexe G : Accord Cadre de Coopération ACDI-PNUD
- Annexe H : Accord Cadre de Coopération EU - PNUD
- Annexe I : Composante OEA « Enregistrement » Accord du 10 août 2004 de US \$ 9,194,424
- Annexe J : Tableau indicatif des frais de gestion.

PARTIE I: ANALYSE DE LA SITUATION

Ce projet est mis en place dans le cadre des efforts engagés par la communauté internationale pour assister le CEP et le Gouvernement de transition haïtien, l'opposition politique ainsi que toute la société Haïtienne dans leurs efforts de normalisation de la situation sécuritaire et politique afin que la crise institutionnelle et politique qui caractérise le pays depuis l'année 2000 puisse être résolue de façon pacifique et consensuelle.

Il s'inscrit dans le cadre de la résolution 1542 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (ANNEXE D) qui donne à la MINUSTAH le mandat d'appuyer la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles en Haïti au cours de 2005. Il répond aussi aux objectifs du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI) adopté par le Gouvernement Haïtien en juillet 2004, en particulier dans son axe Gouvernance Politique.

En sus d'appuyer le Conseil Electoral Provisoire (CEP) pour l'organisation des opérations électorales, il s'agira, dans une perspective à moyen et long terme, de renforcer les capacités du CEP pour que cette institution puisse jouer le rôle permanent qui lui est accordé par la Constitution Haïtienne. De plus, un souci de durabilité sous-tendra à toutes les activités, notamment afin que les moyens physiques et logistiques mis à disposition pour les opérations électorales puissent également servir à la modernisation du système de registre d'état civil (en relation au volet « enregistrement des électeurs » dont se chargera l'OEA).

A. Contexte

Les efforts déployés en vue de l'amélioration de la situation politique et sécuritaire en Haïti depuis 1986 ont été sérieusement limités par la persistance de contestations. En effet, après la chute de la dictature des Duvalier en 1986, une demi-douzaine de Gouvernements provisoires se sont succédés à la tête du pays jusqu'à l'entrée en fonction en 1991, d'un président et d'un parlement démocratiquement élus. Les élections de 1990 (tant les législatives que les présidentielles) connurent une participation massive et eurent lieu sans incidents majeurs ou contestations, avec l'appui de la communauté internationale. Moins de huit mois après, le Gouvernement était renversé par un coup d'état militaire. En 1994, une intervention militaire internationale sous commandement américain, permettait le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la tenue en 1995 de nouvelles élections et la passation du pouvoir présidentiel selon les règles constitutionnelles. Le parti Fanmi Lavalas conserva le pouvoir durant cette période. Dès 1997, une nouvelle série de crises politiques débutait cependant, avec la tenue d'élections locales très contestées, puis la démission du Premier Ministre et divers conflits entre la Présidence et le Parlement. Ce n'est qu'en mai 2000 que furent organisées les élections législatives et locales planifiées pour 1999. Les résultats de cette élection, marquant une victoire forte du parti au pouvoir (Fanmi Lavalas), ont fait l'objet de nombreuses contestations. Ces contestations non résolues ont provoqué le boycott des élections présidentielles par l'opposition.

Au cours de 2001-2002, sous l'autorité des Résolutions 806 et 822 du Conseil de l'OEA, une Mission Spéciale de l'OEA pour le renforcement de la démocratie en Haïti a joué un rôle politique de leader dans les tentatives par la communauté internationale pour résoudre la crise politique dans le pays. Cette crise s'est toutefois détériorée, et a atteint son point culminant le 29 février 2004 par le départ en exil du Président Jean-Bertrand Aristide. Suite à ce départ, un Président de transition a été nommé selon les dispositions de la Constitution. Une commission tripartite a désigné les membres d'un Conseil de Sages, qui à leur tour ont nommé un Premier Ministre de Transition.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, à travers la Résolution 1529, a d'abord autorisé le déploiement immédiat d'une Force Multinationale Intérimaire (FMI) pour contribuer à un environnement sécurisé et stable dans le pays, et exprimé son accord pour la mise en place d'une Mission de Maintien de la Paix en Haïti. Celle-ci fut officialisée par la Résolution 1542 qui crée MINUSTAH. Celle-ci fut établie formellement le 1^{er} juin 2004.

Face à la demande exprimée par les acteurs politiques nationaux – y inclus le Gouvernement de Transition, les partis politiques, et la société civile – aussi bien que les membres de la communauté internationale, l'accompagnement du processus démocratique à travers la tenue d'élections locales, législatives et présidentielles libres, transparentes et crédibles en 2005 constitue un des piliers du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI) lancé en juillet 2004 et un des axes centraux du mandat de la MINUSTAH. Le CCI indique aussi que la transition politique ne se sera complétée que par la tenue d'élections libres, crédibles et transparentes. L'élection du Président de la République et son investiture le 7 février 2006 marquera la date butoir (Constitution Art 134.1).

Le PNUD et sur demande de la MINUSTAH, avait financé deux réunions du Conseil Electoral Provisoire, tenues aux mois de septembre et octobre 2004. La première réunion tenue les 6-8 septembre entre le CEP et les partis politiques a permis de débattre librement de l'agenda électoral, du type des élections, de la refonte de la Loi Electorale etc. La seconde rencontre a réuni les 22-23 octobre 2004, les représentants de la société civile et les membres du CEP pour un partage d'informations sur le processus électoral.

B. Organisation des Elections et Besoins

L'organisation des élections est un processus qui nécessite une préparation minutieuse surtout dans un pays comme Haïti, qui ne dispose pas des infrastructures de base nécessaires à ce type d'opération. Haïti sort de plusieurs crises politiques et de catastrophes naturelles dont la dernière a engendré des pertes en vies humaines, estimée à 3000 personnes. La difficulté la plus importante et à laquelle le Gouvernement doit faire face est l'indisponibilité des ressources financières et l'expertise technique.

En exécution du mandat de la MINUSTAH, une mission a été envoyée en Haïti (8 au 17 juin 2004) par la Division Électorale du Département des Affaires Politiques (EAD-DPA) du Secrétariat des Nations Unies, afin d'évaluer « les besoins électoraux en Haïti », en partenariat avec les responsables du CEP. Le rapport de cette mission faisait état de façon détaillée des priorités opérationnelles pour l'organisation des élections en Haïti, et constitue donc une importante référence pour la planification des élections et la préparation de ce projet.

Une note détaillée sur plusieurs aspects de l'organisation et le budget révisé à fond depuis cette estimation initiale de septembre 2004 à travers cette révision du document de projet, et ceci suite à la finalisation de la Loi Electorale, du calendrier des opérations, de l'inventaire des infrastructures disponibles, de l'estimation des besoins en matière de sécurité et d'éducation civique, est incluse en Annexe A « MINUSTAH – Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) – Budget Estimate for the 2005 Elections ».

En vue d'affiner l'évaluation de quelques aspects logistiques des opérations d'enregistrement et de votation, le PNUD/MINUSTAH, sur demande du CEP, ont eu recours à l'expertise de l'UNOPS et de l'OEA qui ont présenté, début 2005, un budget détaillé et une proposition de plan d'exécution couvrant les infrastructures, les communications, le transport, le recrutement et la sécurité aussi bien en matière d'élections que d'enregistrement.

C. Bénéficiaires

Toutes les composantes de la société haïtienne et la Communauté internationale bénéficieront de ce programme, en particulier :

- Les électeurs qui bénéficieront d'un système d'enregistrement et de votation transparent qui leur permettra d'exercer leur droit de vote, et aussi de programmes d'éducation civique.
- Certains groupes plus spécifiquement ciblés (en particulier des jeunes, femmes, populations rurales) par les programmes d'information et éducation qui pourront acquérir une meilleure compréhension des droits et devoirs des électeurs et du fonctionnement d'un système démocratique.
- Les acteurs politiques et gouvernementaux qui pourront s'appuyer sur un électorat mieux informé, un système transparent permettant la compétition démocratique sans violence et sans fraude.
- Les organisations de la société haïtienne qui verront renforcées leurs capacités pour participer à l'observation du processus électoral et aux débats démocratiques en général.
- Les autorités du Conseil Électoral Provisoire qui seront renforcées dans leur capacité à gérer le processus électoral par l'appui logistique, la formation, l'accompagnement technique et l'appui-conseil.
- Tous les Haïtiens qui à terme bénéficieront d'un renforcement des institutions démocratiques (les partis politiques, les médias, l'Office de la Protection du Citoyen, etc).
- La communauté internationale et plus particulièrement les pays de la région Caraïbe et Amérique Latine, qui pourront pleinement consacrer leurs ressources à un développement humain durable de toute la région.

D. Contexte de l'Appui PNUD/MINUSTAH

Sur demande du Gouvernement de Transition haïtien et avec l'approbation de ce rôle par l'Organisation des Nations Unies à travers la MINUSTAH, le PNUD souhaite mettre à contribution son expérience acquise lors d'élections passées en Haïti et dans d'autres pays ainsi que sa connaissance des institutions et environnement haïtien. Concrètement, le PNUD est disposé à gérer et mettre en oeuvre les contributions financières de la communauté internationale visant un appui au processus électoral en Haïti. Le PNUD apportera également sa neutralité et la confiance que lui témoignent le Gouvernement et les bailleurs de fonds. Ce rôle s'insère pleinement dans l'Accord Cadre Global (DPA-PNUD) définissant le rôle du PNUD en matière d'appui aux élections (voir Annexe C). Ce rôle du PNUD, s'exercera dans le cadre de la Commission de Coordination Electorale, Règles et Règlements en coordination avec l'OEA, mais également dans le cadre d'une approche de mission intégrée avec la MINUSTAH et sous sa coordination générale.

De plus, ce projet constitue un appui important à la réalisation des objectifs du CCI – qui constitue le cadre de travail principal pour le PNUD en Haïti durant cette période de transition.

Le projet met en place un « pool commun » de ressources financières pour les élections, et ceci en adoptant le mécanisme de « Partage des Coûts » tel que défini dans les Accords Cadre entre le PNUD et les Bailleurs de Fonds concernés.

PARTIE II – STRATÉGIE

La stratégie globale pour l'appui aux élections et au CEP est présentée dans le concept opérationnel de la MINUSTAH, document inclus en ANNEXE A. Quant à l'opérationnalisation de l'appui au CEP, il est nécessaire de préciser les aspects suivants :

A. Division des responsabilités entre les partenaires:

Le **CEP** est l'institution nationale chargée des élections. Le Conseil Electoral Provisoire (CEP), nouvellement formé est doté de toutes les attributions essentielles d'un Conseil indépendant. Il comprend des représentants de plusieurs secteurs de la société civile et des partis politiques (sauf le parti Fanmi Lavalas qui a refusé d'y participer). L'État assure actuellement la rétribution des salaires des membres du CEP mais les opérations électorales nécessiteront des fonds externes importants. Le CEP est appelé à être l'interlocuteur privilégié de la MINUSTAH durant la mise en œuvre du processus électoral. Le CEP bénéficiera de toute l'assistance technique nécessaire durant la mise en œuvre du projet en vue de le transformer en Conseil Electoral Permanent.

La **MINUSTAH**, point focal de la Communauté internationale, a le mandat d'appuyer la tenue d'élections libres et transparentes en Haïti. Ceci se traduit par un appui technique au CEP et à ses structures décentralisées. La MINUSTAH coordonne l'assistance internationale au CEP et au processus électoral en général. Le Chef de la Section Élections de la MINUSTAH joue aussi le rôle de conseiller principal tant auprès du CEP que des membres de la communauté internationale.

Parmi les autres acteurs qui entendent appuyer le CEP, on note les rôles et responsabilités suivants :

La **Mission Spéciale de l'OEA** dans le cadre de l'accord récemment signé avec les Nations Unies, à travers la MINUSTAH, a la responsabilité de mener à bien le processus d'enregistrement des votants, ainsi que toutes autres activités approuvées par la Commission de Coopération Electorale (CCE). Plus spécifiquement, la MS-OEA a offert de réaliser les actions suivantes:

- L'enregistrement des votants dans environ 700 centres, dont un certain nombre seront mobiles, ainsi que toutes les activités connexes (réhabilitation des bureaux d'enregistrement, sécurité lors de l'enregistrement, etc.).
- Développement et livraison du document d'identité unique.
- Préparation, supervision, sensibilisation sur le processus, contrôle des listes et gestion du contentieux électoral.

Sur le total des contributions financières annoncées durant la Conférence des Bailleurs de Fonds (Washington, juillet 2004), un montant de 8,7 millions USD (Frais de Gestion non compris), provenant des États Unis, a été versé à l'OEA par le biais du PNUD comme première contribution partielle devant permettre d'entamer les opérations d'enregistrement des votants, telles que établie par le MOU signé entre le PNUD et l'OEA en Août 2004 (ANNEXE I).

De façon plus spécifique, la division des responsabilités entre la MINUSTAH et l'OEA est codifiée dans un *Mémorandum of Understanding* signé le 3 novembre 2004 (ANNEXE B).

Le **PNUD**, sur demande de la MINUSTAH, sera chargé de recevoir et gérer les contributions financières « Partage de Coûts » des partenaires d'Haïti pour l'appui aux élections. L'avantage principal résultant de la mise en commun des fonds réside en une plus grande flexibilité et rapidité dans l'exécution. La

transparence d'un système de gestion commun et la coordination implicite qui résulte de la mise en commun des fonds sont d'autres avantages importants. (Il faut noter, tel que mentionné ci-dessus, que les fonds de 8,7 millions USD ayant déjà été canalisés vers l'OEA ne transiteront pas par ce projet du PNUD et ne seront donc pas mis dans le « pool commun » de ressources, mais seront néanmoins gérés en étroite coordination avec les autres volets du programme total de US \$ 60,7 millions.

Le PNUD n'entend pas mettre en place de nouvelles structures. Plutôt, il s'agira – à travers ce document de projet – d'assurer les ressources humaines et de créer le mécanisme permettant au PNUD de recevoir les contributions des bailleurs de fonds et en suivant les accords cadres globaux déjà finalisés avec chacun de ces Bailleurs de Fonds.

A la demande des partenaires, ce document pourrait être amendé plus tard pour inclure des aspects à moyen et long terme, tels que le renforcement des capacités institutionnelles et un système de registre d'état civil.

Il faut noter que toute assistance du PNUD s'inscrira dans le cadre de l'approche de mission intégrée¹ pilotée par la MINUSTAH, et donc sous la supervision générale et la direction stratégique de celle-ci. Ce partenariat est codifié à travers le Mémoire d'Understanding global passé entre le PNUD et la DPA-EAD (ANNEXE C).

B. Montage financier

La participation aux coûts est la modalité par laquelle les pays ou institutions régionales/multilatérales donateurs contribuent aux fonds de programmes et projets individuels parrainés par le PNUD. A cet effet, l'accord type de participation aux coûts, signé entre le donateur et le PNUD, constitue l'instrument juridique. Cet accord précise la contribution du donateur ainsi que l'échéancier de paiement. La participation aux coûts fait ainsi partie des autres ressources du PNUD et est entièrement intégrée dans le budget du PNUD et enregistrée en tant que partie du document de programme et des budgets de projet. Une contribution au titre de la participation aux coûts n'est pas allouée à une ligne de budget spécifique, à des apports spécifiques ou à un élément spécifique. La contribution s'applique à l'ensemble du budget du programme ou projet.

Au-delà des engagements financiers annoncés lors de la conférence de Washington (19-20 juillet 2004), l'Union Européenne, le Canada, les Etats-Unis et le Gouvernement d'Haïti, de nombreux pays et organisations ont offert leurs assistances techniques: Brésil, CARICOM, Chili, Colombie, Espagne, France, Mexique, OIF, Venezuela, République Dominicaine, l'Allemagne, le Japon, et qui seront pris en compte dans la programmation des ressources disponibles dans le cadre de ce projet.

La contribution au titre de la participation aux coûts doit inclure une part calculée au prorata de tous les frais de Service d'Appui Opérationnel payables (GMS), ainsi que des remboursements des frais engagés par le PNUD (et au taux défini dans chacun des Accords Cadre conclu entre le PNUD et le Bailleur concerné). Le solde non dépensé de la portion de participation aux coûts du budget du projet du PNUD, est reporté à l'année suivante. L'utilisation des contributions non dépensées des bailleurs de fonds, en raison de changements dans l'application du projet est négociée et décidée entre la MINUSTAH, le PNUD et le donateur. Si les activités sont annulées, les fonds inutilisés peuvent être remboursés soit réaffectés après consultation avec le donateur et le pays du programme. Les documents types régissant le « Partage des Coûts » ont été également finalisés dans le cadre de

¹ Approche de mission intégrée MINUSTAH-PNUD (et Agences du système des Nations Unies) poursuivie dans les cinq (5) domaines suivants: (a) Elections, (b) Dialogue National, (c) Justice, (d) Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, et (e) Protection de l'Enfant.

chacun de ces accords entre le PNUD et les Bailleurs concernés et sont présentés dans les Annexes G et H.

En matière d'équipement, il est à mentionner que les équipements acquis au titre du projet demeureront la propriété du PNUD jusqu'au transfert final. La décision de disposer des équipements endommagés, durant les opérations sera décidée par le PNUD conformément aux procédures du PNUD.

Les rapports annuels (ou plus fréquemment, si les Accords respectifs l'indiquent) sont élaborés et remis aux donateurs sur les dépenses et les résultats obtenus avec leur contribution.

C. Aspects Transversaux

Ce projet s'inscrit dans une approche basée sur les droits humains en ce sens qu'il est un droit fondamental des citoyens que ceux-ci soient adéquatement formés et informés et avoir la possibilité d'exercer leurs droits et devoirs d'électeurs librement, dans la sécurité et la transparence.

De plus, une attention particulière sera donnée à la perspective genre durant toutes les étapes de la mise en œuvre dudit projet (de la préparation de la loi électorale à l'enregistrement et au vote) afin de s'assurer que les femmes puissent participer pleinement au processus électoral et qu'en résulte un groupe de représentants locaux et de parlementaires au sein desquels les femmes seront représentées. Pour ce faire, le projet travaillera étroitement avec la Spécialiste en Genre de la MINUSTAH.

D. Chronogramme de réalisation des opérations électorales

Le calendrier d'exécution élaboré donne un bon aperçu de l'exécution des activités électorales, mais reste sujet à révision et mise à jour continue:

1. Démarrage de la Planification des Elections (novembre 04 janvier/février 05)

- Installation des bureaux électoraux et opérationnels à PaP (QG)
- Mission d'identification des BED et BED et prise de contact avec les autorités dans les départements

2. Préparation des opérations au niveau des BED (janvier 05 – avril 05)

- | | | |
|-----|---|--|
| PaP | : | - Préparation et finalisation du plan d'éducation civique et d'enregistrement |
| BED | : | - Déploiement partiel du personnel international électoral |
| | | - Démarrage du recrutement du personnel du BED électoral |
| | | - Rassemblement des CV, screening, du personnel électoral des BEC |
| | | - Démarrage du recrutement et de la formation du personnel d'enregistrement et d'éducation civique |
| PaP | : | - Achat du matériel pour les bureaux, transport et autre pour les BED et BEC |
| BED | : | - Déploiement du personnel |
| | | - Construction/réaménagement des BED et des dépôts, installation des communications |
| | | - Recrutement du personnel haïtien dans les BED |
| | | - Pré-identification et négociations pour installer une force de sécurité haïtienne au niveau du BED |

3. Préparation des opérations au niveau des BEC (février 05-avril 05)

- Finalisation de l'identification des lieux d'implantation des Bureaux d'Inscription (BI) et des Bureaux de Vote (BV)
- Démarrage du recrutement du personnel du BEC électoral
- Démarrage du recrutement des BEC
- Envoi des superviseurs dans leurs sections communales pour l'identification des BI et BV
- Démarrage de la campagne d'éducation civique
- Démarrage de l'enregistrement des votants
- Construction/réaménagement des BEC permanents, non permanents et des communications
- Recrutement du personnel haïtien dans les BEC
- Pré-identification et négociations pour installer les forces de sécurité haïtiennes dans les BEC

4. Finalisation des préparatifs et début de l'enregistrement (avril/mai-juin 05)

- Début de l'enregistrement des votants dans les BEC (début mai)
- Fin du recrutement et de la formation du personnel d'enregistrement pour les sections communales
- Début de l'enregistrement des votants dans les sections communales (juin)
- Consolidation du support opérationnel au niveau des constructions et de l'achat des équipements
- Gestion des opérations courantes de soutien au projet
- Mise en place des préposés à la sécurité électorale

5. Finalisation de l'Enregistrement des Votants (juin – août/début septembre 05)

- Enregistrement des votants dans les sections communales
- Consolidation des résultats dans une base de données et un logiciel de cartographie
- Gestion des opérations courantes de soutien au projet

6. Préparation des Elections (juillet – septembre 05)

- Recrutement et formation du Personnel des BV
- Finalisation de la location des BV par les superviseurs des BEC
- Installation des BV (mobilier électoral), distribution du matériel pour les BV et le personnel électoral (bulletins de vote, kits)
- Préparation du plan de transport pour les élections
- Préparation du plan de paiement de salaires du personnel des BV

7. Elections et Comptage (octobre – décembre 05)

- Gestion des votes
- Comptage et rédaction des procès verbaux
- Transport des bulletins et des procès verbaux
- Paiement du personnel électoral

8. Finalisation du processus électoral (décembre05 – janvier06)

- Gestion des plaintes du processus électoral
- Publication des résultats
- Retour et inventaire des matériels et passation des matériels à qui de droit
- Finalisation des paiements des salaires
- Rédaction d'un rapport sur la totalité des opérations.

PARTIE III – AXES PRIORITAIRES ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

A. Axes Prioritaires

Le coût total des opérations électorales (législatives, locales et sénatoriales) a été estimé à US \$ 60,7 millions (sans compter le coût des observateurs nationaux/internationaux), dont la majeure partie devrait parvenir de l'assistance de la communauté internationale. Les axes d'intervention correspondent aux composantes principales du budget tel que présenté en Annexe A.

Le budget US \$ 60,7 millions couvre ce qu'il convient d'appeler les aspects « immédiats » du processus électoral, desquels on distinguera les aspects à moyen et long terme dont le renforcement des capacités et pour lesquels les besoins ne sont pas inclus dans le projet actuel.

B. Remarques sur le projet

Modalité d'exécution

Le projet sera exécuté suivant le formule Execution Directe (DEX) par le PNUD. Cette formule offre une grande flexibilité et rapidité de mise en œuvre du projet.

Le projet sera géré et exécuté par le PNUD en collaboration avec la Division Electorale de la MINUSTAH, le CEP et les partenaires participant au financement du projet. Une coordination avec les partenaires intervenant bilatéralement (OEA) sera également assurée. En s'acquittant de son mandat, le PNUD recrutera une équipe de projet qui assurera la gestion quotidienne des ressources. Les services administratifs et financiers du PNUD seront également sollicités au titre de ce projet.

Aspects de moyen et long termes

Le budget indicatif actuel n'inclut pas les aspects à moyen et long terme qui toutefois gagneraient à être pris en compte par les partenaires du CEP. Notamment dans cet axe seraient inclus :

- a. Le Renforcement des capacités du CEP (dans une perspective d'institutionnalisation) à travers la formation, l'équipement et les voyages d'études.
- b. La création et le maintien d'un Registre d'Etat Civil : Il serait utile de pouvoir mettre à profit les ressources physiques et logistiques du processus électoral (Registre Electoral) pour renforcer, à moyen terme, le système de registre d'état civil. Cet aspect doit toutefois faire l'objet d'une décision explicite du Gouvernement Haïtien. En sus des aspects logistiques et leurs implications financières, le cadre légal et institutionnel reste à être défini.

C. Résultats et Objectifs

Effet Induit Escompté : Rétablissement de l'Etat de droit et consolidation de la paix grâce à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles en Haïti avant la fin de 2005.

Indicateurs d'effet : Absence excessive de fraude qui devrait être identifiée, dénoncée et condamnée conformément à la Loi; taux d'inscription et de participation élevés; leadership du processus par le CEP et légitimité de l'institution dans l'opinion publique; durabilité et viabilité des installations et équipements du CEP, des BEDs et BECs.

Résultats (produits) escomptés et indicateurs :

1. **Produit 1** : Des ressources suffisantes sont mobilisées auprès de la communauté des bailleurs et gérées de façon efficace et efficiente afin que le processus électoral puisse se dérouler selon le calendrier établi.

Indicateurs : Lien des décaissements avec le plan de travail et le calendrier d'exécution, participation des bailleurs aux réunions de coordination (groupe sectoriel CCI), absence de duplication des activités d'appui au CEP, rapports narratifs et financiers de qualité et dans les temps.

2. **Produit 2** : Le cadre légal et opérationnel pour la tenue des élections en 2005 est mis en place.

Indicateurs : Accord sur un texte de Loi Électorale, publication de la loi par Décret Présidentiel, accords de consensus parmi les partis et groupes politiques sur le processus électoral, calendrier électoral établi et respecté, formats pour les listes des électeurs avec carte d'identité officielle et bulletin de vote agréé par les partis, moyens logistiques pour les BEDs, BECs, et Centres de Vote mis en place dans les temps.

3. **Produit 3** : Les électeurs sont recensés et enregistrés (Activité/produit exécutés par OEA)

Indicateurs : Procédures du recensement établies, équipes formées, listes électorales publiées, cartes d'électeurs distribuées à tous les électeurs inscrits.

4. **Produit 4** : La population est informée et sensibilisée concernant les questions liées aux élections.

Indicateurs : Programme d'éducation civique élaboré et mis en œuvre, la plupart des électeurs inscrits se rendent aux élections et sont bien informés sur les différentes étapes des élections, stratégie de communication élaborée et appliquée processus d'enregistrement accessible, listes, points de vote et information sur le processus distribuées à travers le pays.

5. Produit 5 : Les élections sont réalisées.

Indicateurs : Élections tenues dans la transparence et la paix, élections transparentes et libres confirmées par les observateurs nationaux et internationaux, résultats disponibles publiquement et acceptés par la plupart des électeurs et des acteurs politiques.

6. Produit 6 : Les capacités institutionnelles du CEP sont renforcées dans la perspective de la mise en place d'un Conseil Électoral Permanent.

Indicateurs : Identification des besoins, programme de formation, voyages d'études,

7. Produit 7 : Gestion efficiente et efficace du projet assurée par l'Unité de Gestion

Indicateurs : Elaboration des TORs, Recrutement du personnel local et international, Rapports produits et distribués à temps, Réunions organisées.

PARTIE IV – CADRE DE RESULTATS

<p>Titre du projet: Projet d'appui au CEP pour l'organisation des élections locales, législatives et présidentielles en Haïti</p> <p>Effet prévu 1: Des élections libres et transparentes ont lieu en Haïti avant la fin de 2005 et des capacités sont mises en place afin que le Conseil Electoral Provisoire puisse être transformé en institution permanente (selon la constitution).</p> <p>Indicateur d'effet 1: absence de fraude et acceptation des résultats par tous les groupes politiques et sociaux</p> <p>Indicateur d'effet 2: taux d'inscription et de participation élevés</p> <p>Indicateur d'effet 3: leadership du processus par le CEP et légitimité de l'institution dans l'opinion publique</p> <p>Indicateur d'effet 4: durabilité et viabilité des installations et équipements du CEP, des BEDs et BECs.</p> <p>Stratégie de partenariat :</p>		
<p>Produits prévus</p> <p>1. Des ressources suffisantes sont mobilisées auprès de la communauté des bailleurs et gérées de façon efficace et efficiente afin que le processus électoral puisse se dérouler selon le calendrier établi.</p> <p>2. Le cadre légal et opérationnel pour la tenue des élections en 2005 est mis en place.</p> <p>3. Les électeurs sont recensés et enregistrés</p>	<p>Activités indicatives</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontre de la table sectorielle élections ✓ Rencontres avec les principaux donateurs ✓ Gestion du projet ✓ Suivi du plan de travail ✓ Préparation du calendrier d'exécution ✓ Production de rapports narratifs et financiers <p>✓ Rencontre entre le CEP, le gouvernement et les parties politiques pour décider de tous les aspects couvrant les élections</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Discussion avec les parties politiques sur la loi électorale ✓ Publication de la loi électorale ✓ Mise en place du comité de coordination technique des élections ✓ Rencontres régulières entre le CEP et ses comités techniques ✓ Etablissement d'un calendrier pour la tenue des élections ✓ Mise en place du personnel de support <p>✓ Recrutement & formation du personnel de recensement</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Cartographie et identification des centres de recensement ✓ Éducation, information et sensibilisation de la population sur le processus électoral 	<p>Intrants</p> <p>Références : Annexe A - Budget</p> <p>Volet OEA</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration du cahier de charge portant organisation du recensement ✓ Dépouillement des offres et signature du contrat pour la fourniture des matériels et équipement du recensement ✓ Commande des matériels et équipements ✓ Acquisition et déploiement du matériel de recensement ✓ Enregistrement/enrôlement & établissement des cartes d'électeurs ✓ Publication des listes provisoires ✓ Contentieux et leurs règlements ✓ Confections des listes électorales définitives ✓ Distribution des Cartes d'électeurs ✓ Mise en place de l'infrastructure électorale (bureaux, moyens de communications, moyens de transport, etc) 	<p>Références : Partie III : Budget</p>
<p>4. La population est informée et sensibilisée concernant les questions liées aux élections</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Information et Sensibilisation des populations sur les différentes étapes du processus ✓ Ateliers dans les provinces sur l'éducation électorale ✓ Réalisation de programme médiatique (radio, TV) pour le calendrier électoral et le programme d'éducation civique ✓ Formation des acteurs & agents 	<p>Références : Partie III : Budget</p>
<p>5. Les élections sont réalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elections tenues dans la transparence et la paix ✓ Elections transparentes et libres confirmées par les observateurs nationaux et internationaux ✓ Résultats disponibles publiquement et acceptés par la plupart des électeurs et des acteurs politiques 	<p>Non encore identifié</p>
<p>6. CEP renforcé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mission de diagnostic et de renforcement ✓ Mise en œuvre du plan de renforcement 	
<p>7. Unité de Gestion mise en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Recrutement de l'équipe et acquisition des équipements 	<p>400 000 US\$</p>

PARTIE V – ARRANGEMENTS DE GESTION

A. Structure de Gestion

Tel que stipulé à la partie II-A et codifié à travers l'Accord Global entre le PNUD et le DPA-EAD (ANNEXE C), l'orientation stratégique du projet, la coordination des actions d'appui au CEP, et la supervision du plan de travail et du calendrier d'exécution sont du ressort de la MINUSTAH. Toutefois, le PNUD en étroite collaboration avec la MINUSTAH, et en vue de jouer de manière effective son rôle de gestionnaire des financements ainsi que le plaidoyer pour les aspects à moyen et long terme, mettra en place une structure légère de gestion de projet. Elle sera composée de :

- Un-une Conseiller Technique Principal (international)
- Un-une expert Financier (international)
- Un-une Assistant Finance/Administratif (national)
- Deux Chauffeurs (national)

Les termes de référence de ce personnel sont en ANNEXE F.

Le projet sera géré par le Gestionnaire de Projet, sous la supervision générale du Représentant Résident Adjoint Principal.

Les fonds seront programmés, gérés, et déboursés par le Gestionnaire de Projet, mais ceci dans le cadre de la programmation intégrée de l'appui aux élections de la MINUSTAH (voir organigramme en ANNEXE E).

Les activités envisagées dans la Partie II – Cadre de résultats – seront exécutées selon la modalité d'exécution directe (DEX). Le Représentant Résident aura la responsabilité pour la production des résultats et l'exécution des activités. L'Unité technique du projet aura la responsabilité pour le fonctionnement quotidien et les opérations du projet, de même que pour la comptabilité des finances.

Simultanément, et pour les autres volets, des contrats seront conclus avec d'autres prestataires de services, une fois les tâches et travaux à accomplir définies en consultation avec la MINUSTAH et le CEP, sur base du calendrier des élections, et en suivant les procédures de passation de contrat et de gestion de projet du PNUD.

B. Suivi et évaluation

Table sectorielle Election : Dans le cadre du suivi du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI), la table sectorielle « Elections » sera le forum privilégié pour la coordination de toute action concernant les élections. Cette table a comme Coordonnateur National le Président du CEP et comme point focal le Chef de l'Unité Elections de la MINUSTAH. La table sectorielle Election est composée par: les représentants des ministères concernés, les délégués des bailleurs de fonds, les experts électoraux nationaux et internationaux de la communauté internationale, et les représentants des ONGs nationales et internationales participants à l'accompagnement du processus électoral. A l'occasion de ses réunions régulières, la Table Sectoriellesoutient les activités et suit l'avancement du projet de manière régulière et assiste le

CEP dans l'élaboration du plan opérationnel détaillé des activités et l'analyse des problèmes techniques liés au processus électoral. Cette structure coordonne l'assistance multilatérale et bilatérale et formule des avis techniques et des recommandations.

Commission de Coopération Electorale: Afin de synchroniser au mieux le volet dont s'occupe l'OEA (enregistrement) avec l'ensemble des activités du processus électoral pour lequel la MINUSTAH assume la coordination, une Commission de Coopération Electorale a été créée entre la MINUSTAH et l'OEA, et à laquelle participe également le PNUD.

Comité de Pilotage : La MINUSTAH organisera régulièrement (en collaboration avec le PNUD) une réunion (Comité de Financement) composé des Bailleurs de Fonds contribuant financièrement aux élections, afin d'assurer une mise à jour continue de la programmation financière ainsi que l'accord de tous concernés par rapport à cette mise à jour.

Le Comité de Pilotage a pour mission de servir de cadre pour la définition des grandes orientations sur l'assistance de la communauté internationale au processus électoral, et le fonctionnement du Comité de Pilotage est régi comme suit :

- Le Comité de Pilotage est co-présidé par le CEP et la MINUSTAH
- Il se réunit une fois tous les deux mois sur convocations des Présidents en vue de faire le point sur l'appui des partenaires et l'état d'avancement des activités du processus électoral.
- Des réunions ad-hoc du Comité de Pilotage peuvent être tenues soit sur l'initiative des deux présidents, soit sur l'initiative du tiers au moins des membres le composant
- Les décisions sont généralement prises par consensus

Unité technique du projet: Le suivi du projet sera fait également sur la base des rapports et plans de travail préparés par le Conseiller Technique Principal, en consultation avec la Section Elections de la MINUSTAH. Des rapports bimestriels ainsi que des rapports financiers seront soumis à tous les partenaires dans le cadre de la Table Sectorielle de Coordination Élections du CCI. De plus, les contributeurs au projet recevront des rapports annuels détaillés selon les ententes respectives signées avec le PNUD. L'Unité soumettra également un rapport mensuel à la MINUSTAH.

Le projet fera aussi l'objet d'un Audit externe de ses comptes pour garantir à l'ensemble des partenaires une bonne utilisation des fonds alloués.

C : Audit

Un audit du programme sera réalisé à la fin de l'exercice. L'objectif de l'audit est de donner l'assurance à l'Administrateur du PNUD (et les Bailleurs de Fonds) que les ressources des bailleurs de fonds sont gérées conformément aux règlements financiers, règles, pratiques et procédures prescrits pour les programmes ou projets des Nations Unies.

L'audit du programme porte notamment sur :

- L'évaluation du taux d'exécution,
- La comptabilité, le suivi de la situation financière et les rapports financiers,
- Les systèmes de gestion pour la comptabilisation, la documentation et l'établissement de rapports sur l'utilisation des ressources,
- L'utilisation et la gestion du matériel,
- La structure de gestion, y compris l'efficacité des mécanismes de contrôle interne et de tenue des dossiers.

Un "Rapport Annuel de Programme" sera élaboré par le Conseiller Technique Principal en vue d'évaluer le degré de réalisation des objectifs assignés à ce dernier, de relever les problèmes rencontrés et d'identifier les solutions. Le rapport sera adressé au CEP, au Gouvernement, à la MINUSTAH et aux représentants des Bailleurs de Fonds ainsi qu'au Représentant Résident du PNUD.

En outre, chaque expert/consultant, tant international que national, élaborera un rapport final, selon les usages et procédures établis par le PNUD et qui sera communiqué

Une évaluation technique des résultats des opérations/activités sera également menée, après les premiers six mois du projet et à la fin du projet.

PARTIE VI - RISQUES

Le présent projet entraîne un niveau de risques en raison de l'environnement politique et économique qui prévaut actuellement en Haïti. Les risques existent à cause de l'état difficile dans lequel se trouve l'ensemble du secteur de la Gouvernance. Néanmoins, la présence des forces militaires et de la police civile de la MINUSTAH peut créer les conditions pour un environnement stable et propice aux élections, comme prévu par la Résolution du Conseil de Sécurité 1542 et 1576.

Au plan politique, il faut retenir deux risques externes. S'il y a dégradation significative de la situation politique, il pourrait y avoir des changements dans les institutions et une discontinuité dans les prises de décisions qui mettraient les élections (et donc le projet) en péril. Par ailleurs, une dégradation politique importante pourrait signifier une insécurité physique pour le personnel du Projet et une incapacité de travailler.

La réalisation des objectifs du Projet et l'atteinte des résultats qui y sont liés reposent sur l'action conjuguée de la MINUSTAH et du PNUD, ainsi qu'un partenariat effectif et actif du CEP, l'OEA et l'UNOPS et du Gouvernement.

Le Calendrier des Dépensements comporte aussi un ensemble de risques importants. Afin de réaliser l'objectif de tenir les élections en 2005, il est nécessaire que les opérations techniques et logistiques débutent dès novembre 2004. Pour ce faire, un calendrier de décaissement qui couvrirait la majeure partie des équipements dès le premier trimestre de 2005 est indispensable afin de procéder aux achats; sans quoi les opérations pourraient être sérieusement retardées. Ceci demande donc une confirmation rapide des contributions au budget, ainsi que leur transfert rapide au projet.

PARTIE VII – CADRE JURIDIQUE

Le présent descriptif du programme sera considéré comme l'instrument auquel se réfère l'article premier de l'accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement de la République d'Haïti et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) signé par les deux parties le 28 juin 1973.

Aux fins dudit accord, l'organisme du pays hôte chargé de l'exécution, spécifié dans le présent descriptif, sera l'organisme du Gouvernement visé dans ledit accord.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au présent descriptif du programme qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que ce dernier ait l'assurance que les autres signataires de celui-ci n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

- les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du programme, s'il y a lieu ;
- les révisions n'ayant pas pour effet d'apporter des modifications notables aux objectifs immédiats, aux résultats ou activités des programmes, mais qui sont dues à un réaménagement des apports déjà convenus ou à des hausses de coûts entraînées par l'inflation ;
- les révisions annuelles obligatoires pour le rééchelonnement de la fourniture des apports prévus dans le programme, l'accroissement dû à l'inflation des dépenses d'experts ou d'autres frais, en fonction de la souplesse financière de l'organisme en cause.

PARTIE VIII – BUDGET et Cadre logique

ANNEXE I CADRE LOGIQUE

Paramètres Internes du Programme	Logique/Intervention	Indicateurs vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses critiques
Objectif global	Le conflit en Haïti est résolu de manière durable et le respect des principes démocratiques de l'Etat de droit est rétabli dans le pays.	Réduction/absence de conflit sur l'ensemble du territoire Etat de droit est rétabli sur l'ensemble du territoire national	Rapport de la MINUSTAH sur la situation	- Le processus de transition échoue et le pays entre à nouveau dans une période d'instabilité institutionnelle
Objectifs spécifiques	Des institutions démocratiques représentatives sont mises en place à la suite d'un processus électoral calme, transparent et accepté par toutes les parties haïtiennes et par la Communauté Internationale.	Large acceptation du processus électoral et de ses résultats au sein de la population haïtienne et de la classe politique Etat de droit est rétabli sur l'ensemble du territoire national	Textes officiels promulgués par l'Assemblée Rapport de la MINUSTAH sur la situation	- Tensions entre différentes composantes et entités au sein des institutions de la transition réduites évitant un dérapage complet du processus de transition et un redémarrage des foyers de tension et d'insécurité
Résultats	1. Le Parlement national est mis en place 2. Le Président de la République est démocratiquement élu ; 3. Le CEP dispose des moyens financiers, logistiques et humains pour la programmation et la réalisation des activités prévues dans l'organisation du recensement et des différentes étapes des élections au niveau national ainsi qu'au niveau régional et local ;	- Plan de renforcement de CEP est adopté et mis en exécution ; - Programme MINUSTAH/CEP pour les élections est mis en oeuvre - Nombre de personnes recensées et dotées de carte d'électeurs ; - Nombre de bureaux de vote opérationnels; - Taux de décaissement	- Rapports techniques et financiers du PNUD ; - Rapports d'audit externe ; - Rapports d'activités du CEP; - Rapports techniques et financiers de la MINUSTAH;	- Le processus de DDR ne doit pas être trop lent ; - Les groupes armés ne doivent pas perturber les opérations ; - La fraude durant les scrutins, leur dépouillement ou la compilation des résultats doit être empêchée pour éviter leur contestation ; - Coopération parmi les officiers de police fournis par les différentes composantes et

	<p>4. Le recensement des électeurs est réalisé de façon fiable et transparente ;</p> <p>5. Les différents scrutins sont organisés et réalisés avec un degré acceptable et accepté de fiabilité et de transparence ;</p> <p>6. La population de Haïti est informée et sensibilisée sur les questions liées au recensement, referendum et élections ;</p> <p>7. Les opérations de vote sont sécurisées et se déroulent dans le calme</p>	<p>- Taux de participation aux scrutins ;</p> <p>- Promulgation des résultats des différentes consultations électorales ;</p>	<p>- Document de proclamation des résultats définitifs</p> <p>- Rapports des observateurs nationaux et internationaux des élections</p>	<p>entités ;</p> <p>- Le payement des salaires des officiers au scrutin assurés</p>
<p>Activités</p>	<p>1. Opérationnalisation et financement du fonctionnement du CEP et aboutissement du processus électoral ;</p> <p>2. Organisation et tenue des élections grâce à l'appui technique et matériel ;</p> <p>3. Etablissement des cartes d'électeurs ;</p> <p>4. Acquisition et déploiement des matériaux et équipements de vote ;</p> <p>5. Formation et au recrutement des agents électoraux ;</p> <p>6. Sensibilisation de la population haïtienne au processus électoral.</p>	<p>MOYENS</p> <p>Contribution des Bailleurs de Fonds au Projet pour les activités d'appui au processus électoral</p> <p>Contribution au volet formation et d'éducation civique</p> <p>Evaluation finale du projet</p>	<p>COUT</p> <p>60,740,335 US\$</p>	<p>- La contribution effective des bailleurs en temps utile pour la réalisation des différentes étapes du processus dès que les conditions préalables sont réalisées du côté haïtien</p> <p>- Délais suffisants pour l'achèvement du processus électoral.</p>

Partie IX : A. RESUME DU BUDGET

Category	Total	Of Which	
	Budget	Registration	Other Elections
I. Personnel costs			
1. Salaries-National Staff (BED & BEC)	2,402,239	-	2,402,239
2. National and International Staff (Registration)	2,820,000	2,820,000	-
3. National Poll-workers	7,986,667	-	7,986,667
II. Operational costs			
1. Civic Education and Public Information Campaign	4,012,923	2,000,000	2,012,923
2. Information Dissemination	120,000	120,000	-
3. Facilities and infrastructure	6,857,636	4,700,000	2,157,636
4. Information technology	7,562,813	6,800,344	762,469
5. Communications	1,649,188	1,124,966	524,222
6. Office furniture	120,000	120,000	-
7. Elections materials and services	10,500,000	-	10,500,000
8. Ground transportation	2,952,808	840,000	2,112,808
9. Air and Naval transportation	550,000	50,000	500,000
10. Official travel	486,660	120,000	366,660
11. Training	150,000	150,000	-
12. Security	7,072,000	4,072,000	3,000,000
13. Reserve for Contingency and Administrative Cost	5,497,401	2,349,025	3,148,376
Total	60,740,335	25,266,335	35,474,000
Haiti Government contribution	2,900,000	-	2,900,000
USA Government contribution (MICAH funds)	9,194,424	9,194,424	-
Canada government contribution	13,809,756	-	13,809,756
European Union contribution	12,380,000	-	12,380,000
UNDP contribution	400,000	-	400,000
Net requirements (International Community)	22,056,155	16,071,911	5,984,244
Voluntary contributions in kind (budgeted)			
Voluntary contributions in kind (non-budgeted)			
Total, requirements	60,740,335	25,266,335	35,474,000

Note #1: Administrative cost does not include government and UNDP contributions

Note #2: The registration phase includes resources which will generate the electoral roll for the 2005 elections, support of the creation of a permanent electoral registry at the CEP, produce and distribute a national ID card to Haitians eligible to vote and establish a foundation for a modern integrated civil registry. Furthermore, it will train close to 2,000 staff which, after the registration phase can be retained by CEP for the rest of the electoral process and even for the creation of a permanent CEP. The infrastructure prepared for the registration phase will also be retained as BECs, BEDs, BV and/or material distribution centers during the rest of the election process.

Partie IX : B. UNITE TECHNIQUE DE GESTION DU PROJET

Item	Détail	Coût
Personnel	Gestionnaire de Projet 18 mois x 10,000 (y inclus voyage, etc...)	180,000
	Assistant Comptable 18mois x 3,000	54,000
	Assistant Administratif 18 mois x 2,000	36,000
Sous Total Personnel		270,000
Sous Total VNU		64,000
Équipement	Informatique	10,000
	Matériel de bureau	6,000
	Meubles, etc...	5,000
Sous Total Equipement		21,000
Logistique	Véhicule	25,000
	Fonctionnement	15,000
	Divers	5,000
Sous Total Logistique		45,000
TOTAL : US \$ 400,000		

Liste des Annexes

Annexe A : Concept Opérationnel CEP – Budget Estimatif pour les Elections de 2005

Annexe B : MoU MINUSTAH-OEA

Annexe C : Cadre de Coopération Globale PNUD-DPA-EAD

Annexe D : Résolution 1542 du Conseil de Sécurité

Annexe E : Organigramme des Partenaires

Annexe F : Termes de Référence du Personnel de l'Unité de Gestion de Projet

Annexe G : Accord Cadre de Coopération ACDI-PNUD

Annexe H : Accord Cadre de Coopération EU-PNUD

Annexe I : Composante PNUD – OEA « Enregistrement » Accord du 23 août 2004 de US \$ 9,194,424 (y inclus les Frais Administratifs)

Annexe J : Tableau indicatif des frais de gestion.

**Annexe A : Concept Opérationnel CEP – Budget estimatif pour les
Elections de 2005**

MINUSTAH
Provisional Electoral Council
Republic of Haiti
2005 Municipal, Legislative and Presidential Elections
Budget Estimates for the period from 1 October 2004 to 31 December 2005

Contents

Chapters

Page

Summary

1. The Core Strategy	3
2. Working Together	4
3. The role of the project partners	5
4. Priorities	7
5. Achievements	8
6. Risks	9
I. Context of the elections	9
II. Structure and concept of operations	10
III. Mandate and planned results	12
IV. Results-based framework	14
V. Resource requirements	19
VI. Analysis of resources	20

(Updated Note as of 4 May 2005)

Summary

The present report contains the planned budget for the 2005 municipal, legislative and presidential elections organized by the Provisional Electoral Council (CEP, acronym in French) of the Republic of Haiti. Estimates are based on past Haitian electoral processes and the operational plan for the upcoming elections. The CEP is an independent council responsible for organizing and supervising the elections as well as resolving electoral disputes. The Council is a board of nine (9) members appointed by political parties and several sectors of civil society and is headed by a President elected internally among Council members. The role of the President is to liaise with the government, people, and national and international organizations in representation of the Council.

According to the Electoral Decree, the Council establishes administrative structures at the departmental level, Departmental Electoral Office (BED, acronym in French) and at the communal level, Communal Electoral Office (BEC, acronym in French). The role of the BED and BEC is to organize, manage and monitor the electoral process and resolve procedural complaints presented by political parties in a timely manner, in their respective administrative territories of responsibility. Each BED and BEC comprises: a President, Vice-President and Secretary appointed by the CEP. The three members are assisted by two (2) Legal Advisers, particularly for local electoral dispute resolution. One BED is generally established in the capital of each department: **Grand'Anse** (Jeremie), **Sud** (Cayes), **Ouest** (Port-au-Prince), **Sud-Est** (Jacmel), **Artibonite** (Upper Artibonite-Gonaives and Lower Artibonite-St. Marc), **Centre** (Hinche and Mirebalais), **Nord** (Cap Haïtien), **Nord-Est** (Fort Liberte), **Nord-Ouest** (Port-de-Paix), **Nippes** (Miragoane). For the 2005 elections, the CEP is planning to establish 11 Departmental Electoral Offices (BED) and 155 Communal Electoral Offices (BEC).

The budget is based on the establishment of 11 BED (10 departments established by the 2005 electoral decree) and the anticipated establishment of 155 BEC (140 communes established by electoral decree). Three elections are being planned and budgeted, the first being municipal, which are expected to be held on 9 October 2005, followed by the first round of legislative and presidential elections, scheduled for 13 November 2005 and a second round on 18 December 2005. In compliance with the Constitution, an elected legislative power will be installed on 9 January 2006 and the President of the Republic shall be sworn in on 7 February 2006. According to the 2003 census, 4.47 million Haitian citizens will have the right to vote by the year 2005 compared to 4.06 million eligible voters in 2000.

The total resource requirements by the CEP for the period 1 October 2004 to 31 December 2005 for the overall electoral process were initially estimated at US\$43.8 million. This estimate covered personnel and operations costs. As of May 2005, the contributions and firm pledges made to the total initial budget are as follows:

Budgeted	US\$	43.8 million
1. Government of Haiti (*)	US\$	2.9
3. Government of Canada (CAD17 million)	US\$	13.8
4. European Union (EURO 10 million)	US\$	12.3
2. Government of USA	US\$	9.2
5. UNDP	US\$	0.4
Total	US\$	38.6
Initial Shortfall	US\$	5.2 million

(*) The GOH will also cover the regular cost of functioning of approximately 82 CEP headquarters staff.

The USA contribution of US\$9.2 million gross (US\$8.7 million, net)² has been disbursed by UNDP to the Organization of American States (OAS) for voter registration activities.

Savings of approximately US\$2.9 million were made on the initial budget on account of delays in recruitment and deployment of staff for BED and BEC, reductions in staff, reductions in the number of poll-workers due to the decreased number of polling sites from 14,000 to 12,000, and a shortening of the initial period covered by the budget from 15 to 9 months. The savings have since been re-allocated to some under-budgeted items such as infrastructure—refurbishment and rental of sites for registration centres (US\$1.2 million)—civic education and public information campaign (US\$0.8 million), air transportation of ballot boxes to rural areas (US\$0.5) and US\$0.3 million for increased travel necessary for the preparation of infrastructure throughout the territory.

However, the initial budget has been revised to US \$60.7 million (an increase of US\$16.8 million). The increase in the overall budget reflects:

- US \$6 million for the cost of hiring 3,600 Electoral Security Assistants (Equipe des Préposés à la Sécurité Electorale – EPSE) under the direct command and control of MINUSTAH Civilian Police Officers. The Mission will partially outsource to UNOPS the recruitment and management of the security operations throughout the elections.
- US \$3.5 million for facilities and infrastructure
- US \$2.2 million for increase in equipment needs.
- US \$1.7 million in increased ground transportation costs: to operate 30 vehicles for 6 months, the rental and operation of 45 additional vehicles for a three month period, and the acquisition and operation of 300 motorcycles (increased from 155 to 300).
- US \$1.1 million for acquisition and installation of a communication system throughout the regions.
- US \$0.4 million for air transportation.
- US \$1.1 million reserve for contingency, as a result of the increase in the overall budget.
- US \$0.8 million for civic education and public information campaign

Hence, the shortfall of US\$5.2 million from the initial US\$43.8 million budget added to the additional requirements of US\$16.8 million gives a total shortfall of US\$22 million for the overall electoral process.

The following countries and regional organisations have pledged or are considering technical assistance: Brazil, Chile, Dominican Republic, France, Germany, Japan, Mexico, Spain, the Caribbean Community (CARICOM) and Organization of French Speaking Countries (OIF). The international community has pledged additional funding for civic education, national and international electoral observation programs and political parties' activities.

The recently signed (10 January 2005) fund management agreement between the Prime Minister, CEP, MINUSTAH and UNDP, which tasks UNDP with receiving and managing contributions from

² Less UNDP 5% administrative cost (US\$437,424)

donors for the elections, will now be updated to reflect the new budget. MINUSTAH is assisting the CEP in building internal capacity and in making efficient use of the resources. At the same time, several key organisational issues that may affect CEP staffing, including *inter alia*, operational planning, technical assistance, logistical support and security are currently being discussed at the CEP. This budget provides for hiring and training of up to 1,900 voter registration staff for approximately 500 registration centres and 49,516 staff: 121 staff for BED, 1,395 staff for BEC and 48,000 poll-workers for a maximum of 12,000 sites. The total resource requirements for 2004-2005 electoral activities have been linked to CEP objectives through a results-based framework.

Financial resources	
Category	<i>US Dollars</i>
Civilian personnel	13,208,906
Operational costs	42,034,028
Reserve for contingency & UNDP administrative cost (10%)	5,497,401
Gross requirements	60,740,335
Government Contribution	2,900,000
USA Government Contribution ³	9,194,424
Government of Canada contribution ⁴	13,809,756
European Union confirmed pledge ⁵ of Euro 10 million	12,380,000
UNDP contribution	400,000
Net requirements (shortfall)	22,056,155
Voluntary contributions in kind (budgeted)	—
Total requirements	60,740,335

Human resources		
<i>Category of personnel</i>	<i>Proposed</i>	<i>Duration</i>
BED	121	9 months
BEC	1,395	9 months
Poll-workers	48,000	3 election days
Voter Registration Support Staff	1,900	4-5 months
Total	51,416	

1. The Core Strategy

Mindful and recognizing that the fundamental responsibility for ensuring free and fair elections lies with the Government and the Provisional Electoral Council (CEP), the Project's core strategy is to work together with the international community and other actors involved to support the CEP and the Transitional Government mobilise the resources required for the process, and to help the CEP organise its structures, infrastructure and logistics for the holding of the elections in accordance with their own electoral calendar. The core strategy also includes strengthening of the CEP structures through technical

³ USA contributed US\$9.2 million gross (US\$3.7 million, net)

⁴ Canada contributed CAD 17 million, equivalent to US\$13.8 million gross (US\$13.1 million, net,)

⁵ European Union confirmed a pledge of 10 million Euro, equivalent to approximately US\$12.3 million.

assistance and training so that a body of competent staff is created for a future permanent electoral authority capable of administering a permanent electoral and civil registry.

Free and fair elections are a critical component of democratisation. The political competition must be open, the campaign process fair, all citizens allowed to register and vote, the balloting secret and the results duly counted and reported. In Haiti, holding free and fair elections represents a challenge in many ways. The polling sites have never opened on time, the security of ballots has always been questionable, voters frequently lacked privacy and votes have never been counted in full. In the year 2000 elections, disputes over the vote counting methodology ended up undermining the overall electoral process. Also, building of a permanent electoral authority, registry and infrastructure stills represents a challenge. All the past governments failed to organize the second degree election of a permanent electoral council as established in the 1986 Constitution, relying instead on temporary councils appointed whenever there is a requirement for new elections. These provisional electoral councils accumulated little technical skills or capacity. Each new election ended up in administrative scrambles with the same serious problems affecting the electoral process. Yet, the international community must remain committed to the process and provide in a timely manner adequate resources in order to allow the CEP to consolidate itself institutionally while carrying out free and fair elections.

This budget document describes the institutional arrangements made with the international community that support the electoral process, and the responsibilities of the actors involved.

2. Working Together

Since the beginning of the political transition, MINUSTAH, OAS and UNDP have been working with the CEP and the international community to support the electoral process. Meetings have been held regularly on a bilateral and multilateral basis and support has been provided politically, financially and technically. At the financial level, contributions have been received from Canada, the United States of America, the Government and UNDP. The European Union has also made a significant pledge to support the electoral process. Funds provided by donors and the GOH have all been combined in one pool or common basket through the cost-sharing mechanism established by UNDP.

Important steps have also been taken to work closely and ensure effective coordination among the various actors involved in the electoral process, working closely with the CEP in developing the budget, participating in the elaboration of the Electoral Decree and the preparation of the electoral timeline. The initial budget developed by the CEP for the elections was based on a 17 month period (May 2004 to December 2005) and totalled approximately US\$112 million. That budget was adjusted in October 2004 to US\$43.8 million after consultations with the CEP. After the second field assessment mission by the UNOPS for the infrastructure rehabilitation and security services, the detailed resource requirement estimate increased to US\$60.7 million. The new budget was prepared jointly with the OAS after the CEP/UNOPS second mission assessment and it was discussed with the CEP members and the donors supporting the elections.

In late November 2004 and early December 2004, MINUSTAH hired UNOPS with the assistance of UNDP to undertake the first logistical assessment of all Departmental Electoral Offices (BED). Following the assessment, results were discussed with the OAS to find a match between the electoral infrastructure in the field and the OAS voter registration plan already approved by the CEP on 5

November 2004. The OAS initial voter registration plan provided for the establishment of 615 offices or centres, of which 30 were mobile.

In January 2005, while planning to move forward to create the electoral infrastructure in the regions, the president of the CEP resigned and the CEP dismissed 60 staff out of 82. This substantially delayed the preparation of registration centres.

UNOPS organized a second operations and security assessment mission (in February 2005) – with the participation of the CEP, the OAS and MINUSTAH's electoral and security sections – and the number of planned registration sites to initiate the process was established at 424 voter registration centres/offices (165 permanent and 259 temporary).

However, with the re-location of 166 (of the 259) temporary offices to additional communal sections of low-density population during a second phase, up to 590 centres or offices would be operating at different moments in the process.

The Memorandum of Understanding (MOU) signed between the United Nations and the Organization of American States (OAS) on 3 November 2004 provides for the establishment of an Electoral Cooperation Committee (ECC) chaired by MINUSTAH and Vice-chaired by the OAS. The ECC discusses and approves strategic guidelines and decisions are taken by consensus, communicated and thereafter implemented. The ECC members meet formally on a monthly basis but communicate informally whenever required, at least once daily.

Under the Interim Cooperation Framework (CCI) there are also monthly meetings of the working group on elections (“table sectorielle”). Daily follow-ups and regular meetings are also being held with the CEP to discuss, among others, the budget, the registration exercise, electoral operations, logistics and civic education campaigns. The OAS has been working closely with the CEP for the recruitment of their registration staff. The recruitment campaign for BED and BEC personnel has also started.

As evidence of this cooperation, an enlarged Contracts Award Committee (CAC) for the procurement of election materials, equipment and services was established. It included the principal actors: the CEP, the main donors (Canada, the European Union and the United States of America), OAS, UNDP, and MINUSTAH.

3. The role of the project partners

The Provisional Electoral Council (CEP)

The CEP is the institution whose constitutional mandate is to organize the elections. CEP shall develop with the support of MINUSTAH and the OAS the detailed operational plan of activities (electoral timeline) and ensure proper planning and organization of the electoral process and obtain results of the stage of activities.

Responsibilities:

- The recruitment and training of all personnel for the registration process, the BED, BEC, poll-workers and civic education promoters.
- Preparation of contracts signed and submitted to UNDP and OAS (registration personnel) for payroll.

- The preparation of monthly certified attendance records for all personnel and submit to UNDP for payments.
- Preparation of civic education programs and identification of public information centres to be provided by the government free of charge.
- Identification of BED, BEC, registration centres and voter centres to be provided by the government free of charge. Where government premises are not available, the CEP will negotiate and rent private buildings. CEP will sign rental contracts and forward copies to UNDP, including banking details for payments. CEP will certify on a monthly basis that services have been satisfactorily provided, prior to UNDP making payments by bank transfer.
- Design of voting operation plans and electoral timeline.
- Preparation of the technical specifications for the election materials and selection of polling stations and sites.
- The selection of accounting software for the CEP financial management (Government budget and the future civil registry project's funds). Submission of recommendation to UNDP for acquisition through competitive bidding process. CEP shall select national consultants for the installation and implementation of the accounting software
- Preparing any legal framework or documents required to facilitate the electoral process.
- Assisting the OAS and UNDP with customs clearance of the election materials and equipments as may be required for the conduct of the elections.

MINUSTAH

MINUSTAH'S Electoral Assistance Section plays a supervisory role of all electoral aspects (political, financial and technical).

Responsibilities:

- Providing continued security, monitoring of the quality assurance, advising the CEP in all electoral matters.
- Supporting the CEP resource mobilisation efforts
- Chairing the Electoral Cooperation Committee (ECC) established by the MOU with the OAS and coordinate international assistance to the electoral process.
- MINUSTAH'S Civilian Police and Military contribute with continued security, and provide logistical support as agreed in the ECC meetings.
- Communications support (possibly outsourced to UNOPS, see further).

The Organization of American States (OAS)

Institution responsible for conducting the voter registration exercise and to undertake any joint action agreed upon by the ECC within the scope of the MOU, and vice-chair the ECC meetings.

Responsibilities:

- Training of voter registration staff, payments of salaries and allowances to national registration staff. Recruitment of international staff.
- Procurement of all voter registration equipment, transportation of equipment to voter registration sites, including fuel for generators. UNDP will sign an MOU with OAS for the acquisition of fuel for generators and payments to supplier will be made by UNDP.
- Installation and testing of all voter registration equipment
- Information dissemination to specific target groups. (This does not include a global public information campaign, which is the responsibility of CEP).

- Production and delivery of voter registration cards.

Donors

The donors contribute to finance the electoral process on a bilateral or multilateral basis, participate in electoral working groups (coordination committee), and attend the enlarged procurement committee meetings (as members of the committee) for all the equipment and materials in order to ensure transparency in the management of funds made available for the elections.

The United Nations Development Program (UNDP)

UNDP plays the role of manager of the common pool of funds made available by donors, in accordance with the working plan, assists with resource mobilisation strategies and reports to donors on utilization of the funds. UNDP shall also ensure efficient management and procurement through the hiring of a Chief Technical Adviser (CTA).

Responsibilities:

- Procurement of election materials and equipments for the CEP and the OAS.
- Prepare payroll of staff and consultants recruited under the project and make payments.
- Prepare MOU with implementing partners and monitor the financial execution of funds disbursed
- Hire external auditors.
- Prepare quarterly reports on the progress of activities, including a detailed expenditure plan. The reports will be submitted to the donors contributing to the pool of funds.

The United Nations Office for Projects Services (UNOPS)

UNOPS plays the role of implementing agency for logistical support (field assessments), provision of security services and infrastructure rehabilitation for the voter registration process. UNOPS will also undertake any other work requested by the CEP, UNDP and MINUSTAH.

4. Priorities

A. Voter registration -- The entire budget for voter registration is a first priority for the electoral process. Free and fair elections in Haiti would not be credible without a good voter registration, thereby ensuring legitimacy of the process. Within the voter registration component, the following are key components:

- 1) Acquisition of data processing equipment, required for the voter registration.
- 2) Acquisition of ground transportation equipments and services, required for deployment of equipments to the regions.
- 3) Infrastructure rehabilitation, so that proper conditions are made available to operate equipment with electricity connections.
- 4) Acquisition and installation of communications system.
- 5) Recruitment and training of registration support staff.
- 6) Security.

It should be noted that sufficient funding, security personnel and clear planning is fundamental for making the registration process a success. Most of the project's energy is currently being devoted to ensuring that the registration process is completed in a timely fashion and with high level of turnout and transparency. All equipment, security, transportation, infrastructure and communications put in place for the registration process will in due course also be available for – and used by - the vast majority of BEDs and BECs.

B. Voting Operations – While the entire voting operations budget is equally a priority, the budget for the components therein that are at the end of the timetable, such as payments of per diem for 48,000 poll-workers (for 3 election rounds) and naval and air transportations, as well as the reserve for contingency, correspond approximately to the entire shortfall currently estimated at US\$ 12 Million (US\$ 60.7 Million budget; US\$ 25.4 Million received contributions; EURO 10 Million firm pledge; and an indicative contribution from one donor of 10 Million US\$).

In the case this remaining US\$12 million can not (or not entirely, or not timely) be mobilised, alternative funding or operational arrangements will have to be found for these components, at a later stage.

Taking into consideration the procurement lead time, a request for expressing an interest for the supply of election materials has already been launched in April 2005. The CEP has also started the recruitment campaign for registration operations, BED and BEC staff. The project is working with CEP to find ways of utilizing the voter registration staff already trained by OAS to become parts of BED and BEC, mindful that during the voter registration process, approximately 1,900 staff will be trained by OAS. This technical skill will be an important asset in moving forward the voting operations and the establishment of a permanent CEP and the Permanent Civil Registry.

5. Achievements

The voter registration started on 25 April 2005. As of 4 May 2005, 11 voter registration centres have gradually been opened across the country. So far, over 10,000 voters have been registered (and this even before the public information campaign started). The political parties have positively reacted to the start of the registration process. The return to democratic rule has become a non-negotiable issue. This is a significant achievement.

Several addenda to the MOU have been signed with UNOPS for the rehabilitation of the remaining voter registration centres and the provision of security services. The project is considering outsourcing to UNOPS the installation of a communication system. UNDP has also signed an MOU with the CEP for the implementation by CEP of several activities, starting with the civic education campaign. Other addenda are under preparation for the recruitment of national staff, as well as for rental and refurbishing of offices. The CEP has selected a private communication agency for the voter registration activities, and the public information campaign will now start shortly.

On 21 April 2005, the bidding process was completed for OAS procurement of election data processing equipment and related materials. The OAS has now purchased most of the election equipment and materials required to support the CEP in voter registration activities.

6. Risks

The following are the main anticipated risks to the successful implementation of the electoral project:

- The failure of the political transition process.
- Generalized insecurity
- Delays in the release of additional funds pledged by donors
- Delays in the preparation of the electoral timeline, identification of registration and voting centres and sites, and refurbishment of registration centres.

I. Context of the Elections

1. Haiti has no tradition of a voluntary transfer of power based on the electoral process. Holding of free and fair elections in 2005 in accordance with the constitution has been a crucial, nonnegotiable part of domestic and international efforts to return democratic rule to Haiti following the departure of President Aristide. Publicly, most sectors of Haitian society support the holding of elections except Fanni Lavalas that so far has refused to participate.
2. Currently, the preparations for the elections are moving forward. The Electoral decree has been published, and the CEP has organized and conducted a series of consultations and workshops with political parties, civil society, the media and the GOH to discuss the decree and the overall electoral process. An Electoral security task force comprising, CEP, CIVPOL, and military and civilian security personnel has been established. Preparations are also underway for the voter registration public information campaign.
3. MINUSTAH, the CEP and the OAS have recently completed a field logistical needs assessment in order to set up departmental and communal electoral offices and provide logistical support for the voter registration activities. The field assessment missions have facilitated the task of MINUSTAH of setting up viable and sustainable infrastructure for the elections. MINUSTAH, UNDP and the OAS have been holding regular meetings with the CEP and donors to discuss ways forward and to mobilize financial and technical assistance. Technical assistance should also include domestic and international observation necessary for the validation of the elections. MINUSTAH is also playing an active role in facilitating dialogue between the opposition parties and the electoral council.
4. The cost has been estimated for civic education activities and the training of registration personnel is under way. A cost-sharing mechanism has been set up within UNDP to facilitate coordination funds management and to ensure efficient use of the donors' contributions. A Financial Management Unit funded by UNDP (US\$0.4 million) has been established within the Electoral Assistance Section in coordination with UNDP to manage the elections funds and to provide timely substantive financial reports to donors. A transparent procurement mechanism has been established, which includes the participation of the CEP, donors (USA, Canada and EU), OAS, UNDP, and MINUSTAH. In brief, given the controversy surrounding previous elections, the conduct of free and fair elections at all levels requires transparent administration of the elections funds.

II. Structure and concept of operations

5. The concept of operations provides for the establishment and operation of 11 Departmental Electoral Offices (BED) and 155 Communal Electoral Offices (BEC) in order to serve 580 Communal Sections. On 05 November 2004, the CEP adopted the voter registration plan proposed by the Organization of American States (OAS). The plan provides for the establishment of 424 voter registration centres during a first phase of operations, with the total number of centres or offices operational at any time increased up to 590 depending on future requirements in order to reach vast majority of eligible voters. The permanent registration sites will be established in the urban areas, while the temporary or mobile offices will be located in the rural and semi-urban areas. The number of temporary centres will be adjusted as required to reach the largest number of potential voters. The registration process will start in April 2005 and will run for approximately three (3) to four (4) months. An automated voter registration process will be conducted with a manual registration plan being used as back-up. All voters registered electronically will receive National Identification Cards.
6. In addition to the OAS registration plan, which elaborates the technical strategy for registration, infrastructure, security and civic education programs necessary to support the voter registration process are being planned in consultation between all concerned parties (CEP, MINUSTAH, and UNOPS). Other details on technical and sensitive issues, such as security, procurement process and methods, number of polling stations, method for distributing and collecting ballots from polling stations, distribution of vehicles and support to the registration of political candidates, vote computing and results, and election observation, are all being discussed with the CEP, OAS, UNDP, UNOPS, and MINUSTAH.
7. Operations will also require the recruitment and training of approximately 3,600 electoral security assistants (EPSE) to provide continuous security throughout the electoral process, commencing with registration. It is hoped that the security guards could eventually join the national police force.
8. The concept of voting operations in the municipal, legislative and presidential elections provides for the establishment of approximately 12,000 polling sites and the recruitment of 48,000 poll workers. Most voter registration centres will be converted to polling and/or material distribution centres, and voters will be advised where to vote during the registration process.
9. **Staffing** - Each Electoral Department or BED will be headed by a District Coordinator who will report directly to the Chief Electoral Officer. The District Coordinators will supervise the electoral process down to the communal levels. The CEP, with the technical support of the OAS, is also in the process of recruitment and training of approximately 1,900 registration support staff. It is hoped that this staff will become part of the planned staffing for polling sites and the structure of the eventual Permanent Electoral Council (Electoral Registry Division).
10. **Logistical base**- a logistical support base will be established in each department, including storage facilities for all the elections materials and equipment. The strategy is to get government provided facilities whenever possible.
11. **Transport** – 30 Vehicles (4x4 pick-ups) will be purchased and deployed. Additional vehicles up to a maximum of 45 will be rented for the movement of personnel and in some cases for the transport of electoral equipment from sea port to storage facilities in the communal sections. There are also

ground fuel station companies that could be contracted locally. **Air Transport** – helicopter landing facilities or helipads are also available in almost each Commune. **Sea Port** – several sea ports are available and provide facilities for debarkation of equipment, but storage facilities are rare.

12. **Office space** – Office space will be provided by the government where possible and rented when government-owned premises are unavailable. Refurbishment of all office space will be required and a little construction work is necessary in some cases to make the infrastructure viable.
13. **Communications**- In most departments and communes telephone facilities exist –land lines and mobile services (except Jeremie, no cellular phone). There are community radio services and TV channels. Radio communication services will be placed in offices and registration centres to facilitate direct communication with Port-au-Prince and within departments and communes. The CEP is in the process of acquiring telecommunications services to establish direct lines of communication between electoral offices.
14. **Security** – While there is some Haitian National Police (HNP) presence in each location, all departments and communes are seriously understaffed in terms of security personnel or police. In coordination with MINUSTAH, security plans need to be established in each department and commune.
15. **Coordination** – There is a need for early coordination between the MINUSTAH Electoral Assistance Unit, military troops and Civilian Police posted in the departments. MINUSTAH will serve as back-up to the electoral process in terms of logistics and security planning.

III. Mandate and planned results

16. UN Resolution 1542 gave MINUSTAH a specific mandate which is to “assist the transitional government in its efforts to organize, monitor, and carry out free and fair municipal, parliamentary and presidential elections at the earliest possible date, in particular through the provision of technical, logistical, and administrative assistance and continued security, with appropriate support to an electoral process with voter participation that is representative of the national demographics, including women”. A Memorandum of Understanding (MOU) has been signed with the Organization of American States (OAS)⁶, which permits the OAS to provide technical assistance to voter registration activities. MINUSTAH has, through UNDP, signed an MOU with UNOPS for the undertaking of a logistical and security assessment throughout the territory. UNOPS will prepare the infrastructure and will also be in charge of managing the EPSE.
17. In response to a request from the Government of Haiti to provide electoral technical assistance to the CEP, the OAS proposed assistance in designing, planning and implementing the voter registration process for the 2005 elections (municipal, legislative and presidential), which includes the establishment of a permanent electoral registry and the production and distribution of a national ID card. On 23 August 2004, the OAS signed an agreement with UNDP and the USA for the transfer of funds to cover the period of August 2004 to 22 March 2006. In accordance with this funding agreement, the OAS shall submit quarterly financial reports to UNDP on the progress, activities,

⁶ The OAS is a regional international organization for the Western Hemisphere to promote among other mandates, democracy in the region.

achievements and results of the project. This represents a contribution of approximately US\$9.2 million gross (US\$8.7 million, net) from the US Government to the electoral process in Haiti for the 2005 elections.

18. The Mandate of the Provisional Electoral Council is to organize the electoral process and operations up to the publication of the results. The Council is also mandated to establish an administrative structure at the departmental (BED) and communal (BEC) levels, voter registration procedures and operations, including issuing voter identification cards and recruitment of staff (voter registration, polling officers, BED and BEC employees). The Council is also responsible for conducting civic education campaigns, financing candidates and political parties and serving as the tribunal for electoral disputes. The Council shall ensure that the electoral decree is fully respected by all participants.
19. The CEP is mandated to help achieve the transition plan, which is to ensure that a government has been elected by the people, so that a democratic system and political stability can be restored. The CEP plans to conduct an all-inclusive electoral process which will provide opportunities to all political groups to participate. The Council will conduct regular public information campaigns on the electoral operations and process, establish a code of conduct for the political parties and encourage citizen participation and international technical assistance for electoral observation. Within this overall objective, the Council will, during the budget period, contribute to a number of expected accomplishments by delivering related key outputs, shown in the charts below.
20. The expected accomplishments would lead to the fulfilment of the Council's mandate and objectives and the indicators of achievement show a measurement of progress toward such accomplishments during the budget period. The financial resources for operational items have been linked to quantitative outputs and the proposed human resources for BED and BEC in support of the elections have been presented in an organizational chart. Planned results include the following:

IV. Results-based framework

Component 1: Electoral Process – October 2004 to December 2005

<i>Expected accomplishments</i>	<i>Indicators of achievement</i>	<i>Outputs</i>
1.1. Prepare and conduct a transparent and credible voter registration process towards the celebration of free and fair elections.	1.1.1. Establishment of an electoral roll.	<p>Mapping of existing capacity at the national, departmental and communal levels to conduct electoral registration.</p> <p>Trained local registration officers who can conduct registration with minimal international assistance.</p> <p>Appropriate Information Technology systems and infrastructure facilities planned and acquired for smooth operations of voter registration.</p> <p>Documents produced related to registration operations, such as manuals, maps, registration strategy, and design.</p> <p>Tests, demonstrations, and simulation of the registration system prepared for the benefit of the media and political parties</p>
	1.1.2. Essential regulatory framework in place based on consensus on key registration issues.	<p>Regional electoral offices are established and staffed</p> <p>Maximum and efficient use of available UN and non-UN resources to carry out registration preparations on time.</p> <p>The Electoral decree on voter registration is adopted and divisions of the territory are finalized.</p>
	1.1.3. Execution of a credible voter registration programme.	Voter eligibility is clarified.
	1.1.4. High voter awareness of the registration process.	<p>Procedures related to the conduct of electoral registration are clarified.</p> <p>Maximum participation of eligible Haitians citizens in the registration process.</p>
<p>External factors:</p> <p>Key political decisions are made regarding the registration process, appointment of staff for registration operations and the placement of registration offices in collaboration with CEP has been finalized. Conditions conducive to the conducting of a credible registration process, including adequate infrastructure and security, are present. Sufficient resources or voluntary contributions are given by donors to conduct the registration process and voting operations. Stakeholders are satisfied that a credible registration process proceed in accordance with internationally accepted standards.</p>		

<i>Expected accomplishments</i>	<i>Indicators of achievement</i>	<i>Outputs</i>
1.2 Creation of permanent electoral registry	<p>1.2.1 A permanent CEP with an Electoral Registry Division with the capacity to maintain a modern, automated, continually updated electoral registry.</p> <p>1.2.2 All Haitian citizens 18 years and older who so desire are able to register on an on-going basis.</p>	<p>Legislation which establishes the electoral entity and its registry division as permanent institutions.</p> <p>An Electoral Registry Division providing permanent and on-going services to Haitian citizens.</p> <p>Permanent, professional Electoral Registry staff that will provide effective and decentralized services to the public.</p> <p>Haitian citizens recently turned 18 are duly identified to be able to fully exercise their rights in society.</p> <p>Citizen identification processes established for those citizens who were not registered during the massive registration campaign.</p>
<p>External factors:</p> <p>The establishment of a permanent CEP with a permanent budget that will ensure its on-going operations.</p>		

1.3 Production and distribution of a National Identity Card	<p>1.3.1 Haitian citizens of voting age who so desire acquire a trustworthy identity document</p> <p>1.3.2 An improved citizens' identification system for Haiti.</p>	<p>A universal, secure, and highly durable document, unique for each citizen, provided free of charge to those citizens who have registered in the electoral registry, and which will permit them to vote in the upcoming and future elections.</p> <p>The production and distribution of a national ID document which could be used by citizens to avail themselves of other services, as determined by the Government.</p> <p>The production and distribution of a national ID document which could be used by citizens to avail themselves of other services, as determined by the Government.</p>
<p>External factors:</p> <p>Citizens have the confidence to go out and register to obtain their national IDs. The Government emits in a timely fashion the decree which will formalize and outline the uses for the citizen of the new National Identity Card.</p>		

<p>1.4 Laying the foundation for a modern, integrated civil registry</p>	<p>1.4.1 A modern civil registry system which can effectively and continuously capture, process and make available the vital statistics of Haitian citizens, including those in the remotest rural areas.</p> <p>1.4.2 An effective collaboration among all the state entities involved in providing and using citizens' vital statistics, including the Electoral Registry Division of the CEP.</p> <p>1.4.3 An effective and multiplied use of the resources invested in the creation of the electoral registry; more effective use of state resources.</p>	<p>All citizens will be able to receive a birth certificate which will identify them and allow participation in social support projects.</p> <p>More accurate and complete information available on Haitian vital statistics.</p> <p>An accurate electoral roll, edited to eliminate those who are deceased.</p> <p>Permanent exchange of information among the state entities involved in providing and using citizens' vital statistics.</p> <p>Effective and easy procedures for the production of the national identity card for citizens newly turned 18</p> <p>A broader use and a multiplication of outputs, from the original investment made in the initial stages of the electoral registration project: inventory, human resources, equipment and knowledge established in the initial registration process will remain to be utilized in the future civil registry system.</p>
<p>External factors:</p> <p>Legislation to create a new civil registry system must be passed, with the respective responsibilities of the participating state entities clearly delineated. Linked to this, are the political will that is necessary for both the legislation and the work on the Civil Registry to go forward. An adequate budget to maintain the operations of the Civil Registry system will be necessary, once it is set up.</p>		

<i>Expected accomplishments</i>	<i>Indicators of achievement</i>	<i>Outputs</i>
<p>1.5 Progress towards political commitment to holding elections in 2005</p>	<p>1.5.1 Political parties agree to work together (all parties negotiations) and to reach a consensus on basic elections and post elections issues</p> <p>1.5.2 Planned civic education program.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Meetings between CEP, the Government and political parties to decide on the type of election (electronic versus manual) • Elections technical coordination team and elections schedule established. • Conducted civic education programs and workshops • Civil society engaged in civic education process • Media programs conducted on radio and television for the elections schedule and civic education programs • Logistical support for the elections provided.
<p>External factors:</p> <p>Cooperation between political parties and civil society for the full success of the elections</p>		

Expected accomplishments	Indicators of achievement	Outputs
<p>1.6 Free, fair and credible elections in Haiti scheduled for 2005.</p>	<p>1.6.1 Electoral timeline established by the Provisional Electoral Council 1.6.2 Public information campaign started</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Regular contact between the Provisional Electoral Council and its technical committees • Regular meetings with international actors involved in the preparation of the elections to facilitate international coordination on the electoral process • Discussion with political parties on CEP reform • Nationwide, multi-media public information program in support of the electoral process and women's participation therein, including an election website, television air time (30 minutes per month), radio air time (90 minutes per month), posters (1,000 per month), banners (24 per month) and billboards (6 per month) • Substantive guidance and awareness-raising programmes for 40 local journalists on core journalistic methods and practices and elections reporting.
<p>External factors:</p> <ul style="list-style-type: none"> - All relevant actors and players in the political process will be included. - Necessary material and financial support from donors will be made available for the holding of elections. 		

Expected accomplishments	Indicators of achievement	Outputs
<p>1.7 Secure transparent administration of the electoral process in Haiti</p>	<p>1.7.1 No significant challenges by political parties on the legitimacy and credibility of the elections results</p> <p>1.7.2 No challenge to financial management of the elections funds</p> <p>1.7.3 No challenge to the competencies, honesty and integrity of the CEP nor the departmental and communal electoral administration staff</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Registration and polling sites opened on time and operated fully • Voting operations completed and results computed and transmitted to CEP without delays. • 1,000,000 voter education booklets produced • 1,000,000 posters teaching the mechanics of voting produced • Public information officers recruited and trained • Civic education/public information media private provider hired • 121 staff recruited for the departmental offices (BED) to organize and administer the elections at that level. • 1,395 staff recruited at the communal level to administer the electoral process at that level. • Up to 1,900 voter registration staff recruited and trained • 48,000 polling officers hired • Salaries of registration and poll-workers paid on time in full • Logistical and financial support on elections provided • Good operational and management systems of the electoral operations developed
<p>External factors:</p> <ul style="list-style-type: none"> - All relevant actors and players will be included in the electoral process. - Necessary material and financial support from donors will be available for the holding of elections. 		

V. Resource requirements

A. Financial resources

1. Overall

<i>Category</i>	<i>US Dollars</i>
Civilian personnel	
National staff	2,402,239
National and International staff (Registration operations)	2,820,000
Poll-workers (voting operations)	7,986,667
Subtotal	13,208,906
Operational costs	
Civic Education and Public Information Campaign	4,012,923
Information Dissemination	120,000
Facilities, infrastructure and services	6,857,636
Information technology	7,562,813
Communication	1,649,188
Office furniture	120,000
Elections material and equipment	10,500,000
Ground transportation	2,952,808
Air and Naval transportation	550,000
Official travel	486,660
Training	150,000
Security	7,072,000
Subtotal Operational cost	42,034,028
Reserve for contingency & administrative cost (10%)	5,497,401
Gross requirements	60,740,335
Government Contribution (cash)	2,900,000
USA government contribution	9,194,424
Government Canada contribution (CAD 17 million)	13,809,756
European Union contribution (Euro 10 million)	12,380,000
UNDP contribution	400,000
Net requirements	22,056,155
Voluntary contributions in kind (budgeted)	—
Total requirements	60,740,335

VI. Analysis of resource requirements

Cost estimates

National staff (BED and BEC)

\$2,402,239

21. Provision of \$2,402,239 under this heading reflects requirements for hiring of national staff and payment of salaries for BED and BEC members and employees (presidents, vice-presidents, treasurers/secretaries, accountants, radio operators, messengers and cleaners). Cost estimate is based on the phased recruitment and deployment of 121 staff for the Departmental Electoral Offices (BED) and 1,395 staff for the Communal Electoral Offices (BEC) for 9 months. The estimate for salaries is \$2,145,200 for BEC and \$275,220 for BED derived from the national salary scale for public servants and includes 1% delay deployment factor. The Government will directly fund CEP central headquarters operating costs for approximately 82 staff.

Cost estimates

National and International Staff (Registration operations)

\$2,820,000

22. Provision of \$2,820,000 under this heading reflects cost requirements for hiring approximately 1,900 national and international staff (logistics, procurement and computer programmers) for operation and supervision of approximately 500 registration sites for a period of 4-5 months. The above amount covers costs for insurance and salaries. Staff to be contracted includes 1,700 operators, 15 departmental coordinators, 15 departmental technical coordinators, up to 85 communal coordinators, 75 drivers, 15 support staff and up to 20 international consultants (including costs related to experts provided through horizontal cooperation).

Cost estimates

Poll-workers (voting operations)

\$7,986,667

23. Provision of \$7,986,667 is made for stipend of approximately 48,000 poll-workers to cover each of the three (3) elections: municipal, legislative and presidential –first and second round. The estimated cost for poll-workers is based on an average \$83.19 per person per month for two (2) months; the poll-workers will cover approximately 12,000 polling stations (maximum 400 voters per station as stated in the electoral decree). In the 2000 elections, the CEP established approximately 11,238 polling sites (354 voters per station) for 3,959,571 registered voters (out of 4,245,384 potential voters) or an anticipated 93.27% participation.

Cost estimates

Civic Education and Public Information Campaign

\$4,012,923

24. Provision of \$1,578,199 under this heading represents the cost for hiring of civic education promoters for 9 months. The estimate provides for hiring of Training Coordinator, Regional Training Coordinators, Civic Education consultants, public information agents (2 per BEC) production of training manuals and rental of training facilities. The civic education promoters are expected to conduct the civic education programs and training prior to and during the registration process as well as throughout and beyond elections day.

25. Provision of \$2,434,726 under this heading reflects requirements for support of the public information campaign for the electoral process, commencing with voter registration, as well as support for coordination of national and local broadcasting in support of community outreach activities, and civic education training for the media and political parties. The estimate has been made following discussions with the Haitian National Media Association, domestic electoral observers and Haitian electoral experts. The Civic Education and Public Information campaign is being prepared by the CEP with the support of MINUSTAH, OAS and donors.

Information Dissemination*Cost estimates*\$120,000

26. Provision of \$120,000 under this heading represents the cost for seminars, workshops and technical demonstrations for targeted groups, such as the media, political parties and civil society groups.

Facilities, infrastructure and services*Cost estimates*\$6,857,636

27. Provision of \$6,857,636 under this heading reflects requirements for rental of locations for BED and BEC and up to 500 registration centres (US\$2,736,500), refurbishment of those centres (\$1,290,000), acquisition of furniture for registration centres (6,519 chairs, 1,712 desks, 1,712 file cabinets and 649 ventilators). The cost estimate for this furniture is \$613,927. The total budget for facilities and infrastructure also reflects cost for acquisition of 175 generators for the amount of \$787,880, plus cost of fuel for generators of \$887,760, acquisition of 259 solar panels and 259 solar charge controllers (\$432,789), and for the acquisition of inverters and batteries for inverters (\$108,780). Also included are operational, material and maintenance costs for one year, such as rent, utility services, as well as services for the preparation and processing of contracts, financial, legal and procurement services, all geared towards the establishment and maintenance of the permanent electoral registry.

Information technology*Cost estimates*\$7,562,813

28. Provision of \$6,800,344 under this heading reflects requirements for the acquisition of information technology equipment, such as desktop and laptop computers, scanners, digital cameras, laser and ID card printers, fingerprint readers, and fingerprint comparison system and services, data base operating system, manufacturing of ID cards, ID card printing services, and other equipment necessary for the installation of the future Permanent Electoral Council. The estimate is based on equipment requirements for approximately 500 registration centres.

29. Provision of \$762,469 is also made for the acquisition and installation of accounting software for the CEP central administration, purchase of personal computers, fax machines, internet service and other accessories (UPS, software license, spare parts and maintenance) for CEP headquarters and regional offices: 15 Departmental Electoral Offices (BED) and 155 Communal Electoral Offices (BEC).

Communications*Cost estimates*\$1,649,188

30. Provision of \$1,649,188 under this heading reflects requirements for acquisition of communications equipment, such as switching equipment, mobile radios, base station VHF, hand-held portable radios, repeaters VHF, radio HF disaster relief type, battery chargers, and solar power systems for US\$939,188. Provision is also made for contractual services (US\$660,000), representing costs for security for repeaters, costs for international and local staff to operate the system and US\$50,000 for training of the system operators.

Office furniture*Cost estimates*\$120,000

31. Provision of \$120,000 under this heading reflects requirements for the acquisition and installation of generators for OAS election project, acquisition of desks, conference room tables, folding chairs, projectors, air conditioner (including installation), electrical connection of the new office, installation of security bars, telephone system,

acquisition of handheld radios, water cooler equipment, office refurbishment (windows repair), and supply of cleaning and garbage collection equipments.

	<i>Cost estimates</i>
Elections materials and equipment	<u>\$10,500,000</u>

32. Provision of \$10,500,000 is made for electoral materials, equipment and services for three elections: (a) \$3,600,000 for municipal elections; (b) \$3,600,000 for first round legislative and presidential elections and (c) \$3,300,000 for second round legislative and presidential elections. Each election will require approximately 12,000 electoral kits and tables. The cost of each polling site is based on an average cost of \$292 for 12,000 polling sites for three (3) elections (approximately \$10,500,000). The estimate includes the printing and reproduction of voter rolls and ballots, as well as the acquisition of kits, indelible ink, ballot boxes, voting booths, voting screens, production of voting manuals, acquisition of stationery and other office supplies (binders, carton papers dividers, envelopes, erasers, adhesive sticks, hole punches, note pads, elastic rubber bands, pencils, etc), lighting equipment and supplies (candles, flashlights, lanterns, matches, UV lamps, batteries, etc.), acquisition of services, such as, material management, training and transportation, delivery, storage and assembling of supply kits), and computer and computer supplies for vote counting operations at the polling sites.

	<i>Cost estimates</i>
Ground transportation	<u>\$2,952,808</u>

33. The CEP in its initial budget requested acquisition of 30 double cabin pick-up 4x4 vehicles and 155 motorcycles to facilitate the movement of staff in order to supervise the electoral process and operations as well as the transport of electoral kits, materials and equipment. An estimate of US \$705,000 for the pick-ups is based on a unit cost of \$23,000 per vehicle, freights included. The cost for operating these vehicles (insurance, fuel, maintenance and painting) is estimated at \$127,808 throughout the electoral process.

34. In addition to those 30 vehicles, 45 more vehicles will be rented for a 3 month period to facilitate the transfer and collection of information (CDs) and materials between voter registration offices and data capture centres. The rental and operations of these 45 vehicles is estimated at US\$590,000. The estimate includes cost for items such as, fuel, oil, maintenance and vehicle insurance.

35. Provision of \$1,530,000 is made for the acquisition of the 300 motorcycles plus the freight. The estimate is based on US\$5,100 per motorcycle, freights and operations of the motor cycles included. The CEP has requested 300 motor cycles instead of 155 in order to improve communication between the urban and the rural areas.

	<i>Cost estimates</i>
Air and Naval transportation	<u>\$550,000</u>

36. The CEP will require helicopters to assist with emergency transportation of election materials to registration and polling sites to guarantee the timely opening of the offices and also for the transportation of ballots from polling stations to the BED following the count at polling sites. This would reduce opportunities for fraud and increase transparency in the process. Provision of \$533,333 under this heading reflects requirements for aircraft rental for 4-6 days. Of the above amount a total of \$50,000 has been earmarked for emergency transportation during the voter registration process, in the event that it is impossible to reach areas by traditional means of ground transportation.

37. Provision of \$16,667 under this heading reflects acquisition of motor boat services for voters who are located in isolated areas (Islands) with difficult access to registration sites and polling stations. The Council intends to hire private contractors to provide 4-5 days transportation services for potential voters to and from their locations.

Official travel*Cost estimates*

\$486,660

38. Provision of \$486,660 under this heading reflects costs for overseas and local travel related to the electoral process. Provision of \$366,660 reflects costs for official travel in connection with assessment missions and infrastructure set-up in the departments, training and non-training activities. This includes requirements for overseas trips for CEP senior management (9 staff) to meet with international electoral organizations and donors as well as trips for in-country supervision of BED and BEC activities and provision of logistics support to the administration of departmental and communal offices. The estimate for overseas travel is based on average DSA rate of \$230 per day for 9 members for 5 days travel that will be undertaken at three (3) different times and an average round-trip air ticket cost of \$2,000 per person for 9 persons.

39. Provision of \$120,000 for OAS reflects costs for local and international travel for experts involved in supervising and providing advisory services for the registration process and operations. This estimate is based on calculations of approximately 45 overseas round trips and \$30,000 for local travel.

Training*Cost estimates*

\$150,000

40. Provision of \$150,000 under this heading reflects requirements for training of approximately 1,900 registration staff and supervisors of the registration process (1,700 operators, 15 departmental coordinators, 15 departmental technology coordinators, and up to 85 communal coordinators). This estimate includes costs related to training sessions for operators (up to 5 full days) and registration coordinators (30 days) and also includes the preparation and production of training manuals (1,500 manuals) and other related materials, such as, CDs, writing materials, notebooks and maps.

Cost estimates

\$7,072,000

Security

41. Provision of \$7,072,000 under this heading reflects requirements for permanent security services for the entire electoral process. The estimate is based on the provision of approximately 3,600 Electoral Security Assistants (EPSE) for up to 500 voter registration centres and 12,000 polling stations. Each centre will require approximately 6 guards (with night shifts) for an average salary of \$90 per month per guard for approximately 9 months of service (\$3,796,808): \$2,346,608 for salary of the guards, \$583,500 for training cost and \$866,700 for equipments.

42. Of the above total budget for the security, \$2,709,380 reflects cost for hiring of international staff (\$986,000), hiring of national staff (\$428,750), cost for operations (\$188,750) and acquisition of equipments (\$1,105,880), plus miscellaneous services and supplies (\$110,379). The estimates also includes 7% management cost for the implementing partners (\$455,433

Cost estimates

\$5,497,401

Reserve for contingency and UNDP administrative cost (10%)

43. Provision of \$2,762,147 under this heading reflects requirements for reserve for unforeseen operational risks associated with the implementation of electoral activities throughout the country. The estimate is based on total personnel and operational costs. Provision of \$2,735,254 under this heading reflects charges by UNDP for administrative expenses. Deduction has been made to reflect administrative costs of US\$437,424 already taken by UNDP when payment of US\$8.7 million was made to the OAS following signature of the agreement in August 2004. The estimate is based on personnel costs, operational costs and reserves for contingency.